

Projet de recherche

Mémoires des immigrations en Région Centre : reconnaisances et patrimonialisations émergentes

Coordination scientifique :
Hélène Bertheleu, MCF Sociologie Université de Tours
UMR 6173 CITERES

Hélène Bertheleu
CITERES
Université François Rabelais
3 rue des Tanneurs
37 041 Tours Cedex 01
bertheleu@univ-tours.fr

septembre 2008

Présentation détaillée du projet et résultats scientifiques attendus

Objectifs et contexte

Mémoires plurielles des immigrations en Région Centre : reconnaissances et patrimonialisations émergentes

Cette étude propose de rendre compte des processus mémoriels de l'immigration et de la diversité des formes de patrimonialisation de lieux ou de trajectoires de migrations en Région Centre. Que signifient ces processus ? Quelles circonstances expliquent leur émergence ? Que produisent-ils en aval ? Transforment-ils durablement les représentations, voire les relations sociales et dans quel sens ?

Il peut sembler paradoxal d'aborder la question du patrimoine en Région Centre à travers l'immigration. Comment, dans cette Région au riche patrimoine historique, architectural, artisanal, gastronomique, reconnaît-on aujourd'hui la part ou l'apport des populations migrantes, venues s'y installer, y travailler ou s'y réfugier depuis le 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui ? L'idée même de patrimoine a longtemps été exclusivement liée à la construction nationale : souvent constitué par le pouvoir et voué à assurer la permanence de sa puissance, il s'est souvent défini contre l'étranger. En France, grand pays d'immigration qui longtemps s'ignora comme tel, comment le patrimoine est-il devenu l'affaire des migrants et de leurs descendants ?

La région Centre comptait plus de 121 000 immigrés au recensement de 1999. Ce chiffre place la région au 10^e rang de l'ensemble des régions françaises, loin derrière l'Ile-de-France, Rhône-Alpes ou la région PACA certes, mais néanmoins parmi les régions qui accueillent un nombre conséquent d'immigrés, plus que le Nord Pas-de-Calais par exemple — en proportion de la population régionale totale — une région considérée pourtant comme possédant un important héritage migratoire. L'immigration des années 1960 à 1980 a fortement contribué à la progression de la population régionale totale (croissance de 31 % entre 1962 et 1999). Les immigrés représentaient ainsi 3,3 % de la population régionale en 1962, et 5% en 1999 (INSEE, 2000). Ces caractéristiques récentes recourent en gros les caractéristiques nationales : d'abord une immigration de main-d'œuvre, puis la venue de populations plus diverses en âge et sexe, correspondant au regroupement familial, surtout installée en ville, où le poids des populations venues du Maghreb et de Turquie progresse. Ces données générales n'ont de sens que confrontées à l'histoire de la Région Centre et à ses réalités socio-économiques. Ni région frontalière ni région polarisée par une grosse métropole régionale, la Région Centre est intéressante à analyser du point de vue de la diversité géographique de l'implantation des immigrations que l'on retrouve aussi bien en milieu rural et agricole que dans les villes, grandes, moyennes mais aussi petites villes industrielles, et industries en milieu rural. Sans grande unité culturelle et économique, la Région Centre présente une diversité de bassins de vie et d'emploi qui a entraîné une diversité de trajectoires sociales et professionnelles de migrant(e)s (Aprile *et al.*, 2008).

L'immigration est méconnue dans la région Centre, elle ne constitue pas un élément clé de l'histoire de la région (contrairement aux régions traditionnelles d'accueil) alors qu'elle est pourtant un élément constant et toujours mouvant du développement économique et démographique local. Elle ne semble pas non plus être devenue un enjeu social, interpellant les élites et les notables, à l'exception de quelques sites bien circonscrits. L'héritage migratoire n'y est donc pas globalement valorisé, même si quelques acteurs s'enquêtent aujourd'hui des moyens d'une plus grande reconnaissance de ce volet de l'histoire et de la réalité locales. Qui sont-ils ? Quelle est cette "demande mémorielle croissante" dont nous

parlent les associations qui accompagnent depuis plusieurs décennies les migrants dans la Région ? La région Centre, on le sait, — et plus particulièrement le Val de Loire — est traditionnellement perçue comme le noyau historique constitutif de la construction nationale française et souvent présentée comme le “berceau de la France” notamment sur le plan linguistique et culturel. Comment ces réalités s'articulent-elles ?

Cette histoire de l'immigration est pourtant diffuse et très diversifiée pour peu qu'on s'attache non seulement à la période récente mais aussi au dix-neuvième siècle et au premier XXe : Russes, Arméniens, Chinois, Polonais, Espagnols, Italiens, Américains, Maghrébins, Turcs, etc. s'y sont succédés. Les courants migratoires présentent déjà deux caractéristiques originales : une tradition des migrations forcées (carlistes et émigration polonaise au XIXe siècle, réfugiés espagnols pendant et après la guerre civile durant les années 1930, présence de camps d'internement), une immigration rurale peu visible à double titre car agricole et féminine (surtout durant l'entre deux guerres avec l'arrivée de jeunes femmes polonaises). Cette dimension fait aujourd'hui l'objet à l'échelle nationale d'une redécouverte, marquée notamment par la publication très récente de l'ouvrage de Ronald Hubscher (Hubscher, 2005) sur l'immigration dans les campagnes françaises, qui fait suite aux travaux et réflexions déjà entrepris par Gérard Noiriel (Noiriel, 1994). Certaines nationalités sont aujourd'hui fortement représentées en région Centre, comme les Portugais, les Marocains et les Turcs qui sont sensiblement plus nombreux parmi les immigrés en région Centre que dans les autres régions. De toutes nouvelles migrations, notamment venant des pays de l'Est, se font jour et réactualisent sans cesse la pertinence de ces questions. Ces fortes concentrations dans un ensemble migratoire numériquement modeste donnent une dimension particulière aux mémoires de ces migrations qui se développent dans la région.

Etat de la question

Les processus de mise en mémoire et de patrimonialisation ont été depuis un quart de siècle abondamment étudiés, notamment par l'anthropologie qui a établi que la « machinerie patrimoniale » (Jeudy 2001) connaît depuis deux décennies un emballement sans bornes. L'extension à la fois typologique, chronologique et spatiale du champ patrimonial (Choay 1992) se traduit par la prise en compte récente, au titre de patrimoines, de phénomènes anthropologiques originellement non matériels quoiqu'« objectivables à travers la valorisation d'emblèmes ou de supports physiques » (Ciarcia, 2006), tels que les savoir-faire, les traditions orales ou les pratiques socio-culturelles, comme par exemple celles des « minorités » étrangères vivant en France (Mission du patrimoine ethnologique, 1986). Ce faisant, l'ethnologie du patrimoine interroge les multiples initiatives de connaissance et de valorisation patrimoniale qui surgissent dans nos sociétés et tantôt s'adosent aux dispositifs institutionnels visant à réguler la relation au passé, tantôt parfois s'en détachent, voire les contestent. Au sein de ce dispositif, les associations "de terrain" sont ainsi progressivement devenues le réceptacle de demandes émanant de populations diverses, les unes mobilisées autour de leur quartier, les autres souhaitant activer le souvenir de trajectoires migrantes jugées exemplaires, d'histoires de vie devenues emblématiques.

Historiens et sociologues ont pris tardivement conscience des lacunes françaises en matière de connaissance des migrations. L'attention portée à ce phénomène est en effet relativement nouvelle en France, tandis qu'elle est plus ancienne ailleurs en Europe ou encore en Amérique du Nord. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que des chercheurs militent pour une meilleure connaissance et reconnaissance des apports des migrations à la société française, rejoignant des préoccupations politiques qui ont débouché sur l'ouverture de la Cité Nationale de l'histoire de l'immigration. Les associations qui, autrefois, réalisaient modestement une exposition ou un atelier d'écriture (choisissant la mémoire plus comme un prétexte à l'expression individuelle ou collective que comme un objet de valorisation en soi),

sont aujourd'hui sollicitées par des collectivités territoriales ou des institutions (CNHI, ACSE) souhaitant voir se développer une histoire mieux documentée et des activités mémorielles mettant en valeur la diversité culturelle locale.

Problématique et hypothèses

Le développement qui suit dégage d'abord trois questions transversales puis les hypothèses de travail que nous proposons d'explorer.

- 1) *Acteurs, motifs et "publics" : Qui sont les "entrepreneurs de mémoire" ? Quels sont les acteurs (associatifs, institutionnels) aujourd'hui investis dans cette mise en mémoire des trajectoires migrantes ? Selon les acteurs impliqués dans le processus, le sens donné à ces constructions mémorielles par ceux qui sont directement concernés n'est pas le même. Les publics visés par cette "mise en mémoire" des vécus sont plus ou moins larges : la diversité des cas choisis pour étude devraient nous éclairer sur ce lien entre type d'acteur, type de motif et publics impliqués. Lorsqu'elles sont orientées vers l'extérieur (scolaires, institutionnels, habitants non-immigrés), poursuivant un objectif de reconnaissance, quels effets observe-t-on ? Quels sont les moyens utilisés par les associations pour valider la pertinence de leurs propres actions sur l'histoire et la mémoire de l'immigration ? Comment sont-elles perçues, comprises ? Modifient-elles les représentations sur les populations ou les groupes concernés ? Ces questions permettront de rendre compte des débats (au sein des associations, des institutions mais aussi des générations) sur les « enjeux de mémoire ».*
- 2) *Quels contextes socio-économiques, politiques et culturels expliquent l'émergence de ces processus ? La trame nationale des migrations doit être interrogée dans le cadre de situations locales, de temporalités variées. Que signifient ces processus aujourd'hui ?*
- 3) *Que produisent ces processus mémoriels lorsqu'ils accèdent à l'espace public ? Transforment-ils durablement les représentations, voire les relations sociales et dans quel sens ? Dans la mesure où, comme le souligne Maurice Halbwachs (Halbwachs, 1976), toute mémoire collective se construit à la lumière des enjeux du présent, et où le patrimoine constitue, selon Jean Davallon, une « filiation inversée » (Davallon, 2000), que nous disent ces constructions mémorielles de la place des populations issues des immigrations en France aujourd'hui ? L'enjeu n'est-il pas ici que cette mémoire renouvelée "travaille" la société française et participe ce faisant à la construction d'un "Nous" à la fois plus divers et plus inclusif ?*

Les points suivants contiennent chacun une hypothèse qui sera explorée :

A – Communalisation, mémoire et identité

La prolifération d'actions mémorielles, parfois concurrentes, sont-elles le fruit de nouvelles formes de communalisation¹ ? Les constructions mémorielles ont pour effet de rendre plus lisibles et plus homogènes les souvenirs disparates des migrants, et acquièrent une visibilité dans l'espace public. Le plus souvent ce processus conforte l'identité collective du groupe et s'impose contre des entreprises mémorielles concurrentes (Noiriel, 2006). Les formes émergentes d'expressions mémorielles sont donc à interroger à la

¹ La communalisation est un processus mis en lumière par le sociologue allemand Max Weber qui la définit comme est processus relationnel qui se fonde sur le sentiment *subjectif* (traditionnel ou affectif) des participants d'*appartenir à une même communauté [Zusammengehörigkeit]*" (Weber, 1995, p. 78). Ce n'est pas tant une relation qui serait le fruit d'une "communauté déjà-là" qu'une relation à même de *construire une communauté* pertinente dans l'environnement social présent.

lumière des communalisations qui se cristallisent aujourd'hui en France autour d'identités renouvelées, que celles-ci s'apparentent à des formes de "panethnicité" ou qu'elles se cristallisent autour de la religion, comme c'est le cas pour l'Islam devenu un marqueur ethnique dans un contexte globalisé (Bastienier, 2004 ; Lamine, 2005).

B – Colonisation, études post-coloniales et mémoires

Les migrations ont historiquement été très diverses. Les plus nombreuses en région Centre ont longtemps été les Polonais et les Portugais, mais aujourd'hui ce sont les immigrations post-coloniales qui apparaissent numériquement plus présentes. Cette dimension sera à interroger : quel est l'impact aujourd'hui du rapport colonial passé sur le processus de mémorialisation des immigrations ? En quoi le développement désormais conséquent des études post-coloniales influence-t-il le processus de mémorialisation ? Le traitement social de cette période historique autorise ou enfreint-il la mise en mémoire et la patrimonialisation aujourd'hui ? Pourquoi et comment ?

C – Discrimination, reconnaissance et patrimonialisation

La constitution d'un lieu, d'un événement ou d'une période vécue comme "patrimoine" est généralement considérée comme l'expression d'une haute reconnaissance de la population concernée. Qu'en est-il, ici, quand on sait que cette mise en mémoire touche directement des populations qui, du fait même de leur passé migratoire (longtemps considéré comme une "faute" comme le rappelle justement Sayad (Sayad, 1999)), font plus ou moins l'objet de préjugés et de discriminations, dont on découvre actuellement l'ampleur ? Doit-on voir un lien entre ces deux processus simultanés (depuis 2000), l'un consistant à découvrir et reconnaître l'importance des mémoires et la valeur des cultures, l'autre consistant à découvrir l'ampleur des obstacles quotidiens à l'insertion économique et sociale ? Ces deux processus relèveraient-ils d'une même gestion publique du fait minoritaire, la construction mémorielle s'apparentant à une action positive visant à compenser et réhabiliter les populations discriminées ? Pour répondre à cette question il importe de ne pas confondre les migrations entre elles. Certaines sont anciennes (européennes) et perçues comme telles, d'autres sont récentes, post-coloniales, "extra-communautaires", certains migrants enfin sont d'abord considérés comme des réfugiés (Chiliens, Cambodgiens, Rwandais) tandis que d'autres sont vus comme des "immigrés" (Marocains, Turcs). La diversité des trajectoires, de leurs motifs, et des représentations majoritaires, oblige à poser un regard nuancé sur les patrimonialisations émergentes auxquelles on assiste. Certains groupes sont-ils, davantage que d'autres, partenaires d'un processus de mémorialisation ? Comment, pourquoi et sous quelle forme ?

D – Mémoires, ancrages et globalisation

On peut se demander, d'autre part, si les actions mémorielles ne participent pas à un processus de reconnaissance d'identités "ancrées" face à (*versus*) la construction d'appartenances transnationales. Comment, en effet, ces activités mémorielles s'articulent-elles aux pratiques transnationales et diasporiques dont on découvre aujourd'hui l'ampleur (Hovanessian, 2006 ; Gonin, 2005) ? Pour répondre à cette question il faut repérer sur quels éléments portent les demandes de reconnaissance. S'agit-il de reconnaître une identité culturelle "ancrée" (territorialisée) ou plutôt celle que véhicule et s'assimile à la diaspora elle-même, comme forme (spatiale, culturelle, économique, politique ?) désormais positive (Bruneau, 2004) ? Peut-elle être envisagée comme telle par l'Etat-Nation qui, on le sait, a longtemps vu les migrations comme une menace à la fois allogène et endogène ? Toutes ces questions nous amènent finalement à considérer les nouvelles formes de patrimonialisation des immigrations à certains égards comme un miroir de l'Etat-Nation, interrogeant sa définition politique et culturelle, et montrant combien cette entité est amenée à se redéfinir dans un contexte de mondialisation des échanges et des circulations humaines (Tarrius, 2004 ; Portes, 1999).

E – Politiques publiques, territoires et mémoires

Lorsque l'approche mémorielle est prise en charge par les politiques publiques, quels sont les effets attendus et comment réagissent les "publics" concernés ? Pour répondre à cette question, il sera pertinent d'interroger les événements, les mobilisations voire les conflits qui ont été "catalyseurs", à l'origine de l'émergence de l'activité de patrimonialisation. Il s'agira ici de décrire les circonstances des premières demandes de mémoire et les motifs avancés pour nourrir ce travail consistant à fabriquer une trace, une empreinte durable au sein du contexte français. Doit-on plutôt y voir une forme de réification sociale dans un contexte de rapports sociaux ethniques occultés ?

F – Transmission familiale et stratégies éducatives

La mise en patrimoine des immigrations comporte une dimension publique (érection de monuments, commémorations, expositions, documents filmiques, etc.) mais aussi une dimension privée qui se traduit par des stratégies familiales ou communautaires de transmission des pratiques et des valeurs propres à "incarner" l'appartenance ethnique et culturelle. Il s'agira ici d'observer la face privée, plus intime et moins visible des constructions mémorielles, en tant qu'elles sont appropriées dans des relations intergénérationnelles pour affirmer voire inventer des "traditions". Les acteurs de ces actions mémorielles sont-ils aussi des adultes / parents mettant en œuvre une stratégie éducative soutenue par les associations engagées dans l'espace public ? Quelles interactions observe-t-on entre ces deux facettes privées et publiques de la mise en mémoire ?

Terrains envisagés au cours de la pré-enquête : à préciser et à valider ou non au cours de la première phase de recherche

- Mémoire ouvrière et syndicale immigrée : le cas de Rosières (Cher)
- Cambodgiens entre enjeux locaux et diaspora : le cas de Pithiviers (Loiret)
- Une histoire à la fois culturelle et résidentielle : Espagnols et Portugais en Région Centre
- Politique publique, territoire et mémoire : comparaison des sites de Joué les Tours (Indre-et-Loire), Saint Jean de la Ruelle (Loiret), Saint Pierre des Corps (Indre-et-Loire)
- La concurrence des mémoires (élites politiques transnationales et ouvriers migrants) : le cas de Châlette-sur-Loing (Loiret)
- Transmission, associations et actions mémorielles émergentes : le cas de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)
- Démolition et processus de mémorialisation : le cas de Vernouillet (Eure-et-Loir)
- Réussite éducative et mémoire des immigrés : le cas de Vendôme (Loir-et-Cher)

Méthodologie - à valider ou transformer au cours de la première phase de recherche

Notre méthode consiste à déployer ce questionnaire général sur plusieurs territoires choisis pour leur diversité. Sur les différents terrains, les constructions mémorielles sont initiées "par le bas" ou au contraire "par le haut" ; on peut aussi supposer qu'elles varient fortement en fonction du type de circonstances et du type d'acteurs impliqués, que la reconnaissance publique de dimensions historique et politique joue un impact majeur sur la présence d'actions mémorielles actives ou émergentes... Pour chaque terrain, nous combinerons une recherche documentaire et une perspective à la fois historique, sociologique et anthropologique.

Enseignants-chercheurs à l'université de Tours, nous avons l'intention de tous aller nous-mêmes sur le "terrain", même si ce trait commun est modulé en fonction des disponibilités des

uns et des autres. Bien ancrés, pour plusieurs d'entre nous, au département de sociologie de l'université de Tours, nous ferons porter une partie des activités du laboratoire sur cette question, pendant les deux années de la recherche. Pour la première année, nous avons d'ors et déjà prévu **d'inviter quatre chercheurs spécialistes** de ces questions, le premier étant Michel Rautenberg. Une **journée de cinéma documentaire** sera aussi organisée en janvier 2009 sur ces questions, en partenariat avec le Laboratoire CITERES (80 chercheurs) et le Département de Sociologie de l'Université de Tours. Ce sera l'occasion d'y rencontrer des réalisateurs impliqués sur ces questions comme Yasmina Benguigui. Nous souhaitons en outre que cette recherche, menée localement, puisse être aussi une occasion de parfaire la formation pratique de plusieurs étudiants. Nous associerons donc à nos travaux des étudiants désireux de se former ou de poursuivre leur formation à la recherche en sociologie et en anthropologie. Cela pourra se faire, selon le niveau d'étude et les compétences de chacun, sous forme de stages rémunérés ou de missions de recherche.

Cette recherche s'appuiera sur une collaboration inédite entre sociologues et anthropologues qui, pour partie enseignants-chercheurs à l'Université de Tours, disposent d'expériences nationales et internationales qui viendront nourrir ce travail collectif. Nos partenaires locaux nous permettront par ailleurs d'avoir une connaissance affinée des situations locales tout en consolidant un réseau de travail amorcé dans le cadre d'une précédente étude sur *Histoire et Mémoires des immigrations en région Centre* pour le compte de l'ACSE, Agence de la Cohésion sociale et pour l'égalité des chances et de la CNHI, Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration². La recherche présente également une dimension pédagogique, ces questions mémorielles autour des immigrations suscitant un réel intérêt chez les étudiants, souvent sensibles au caractère régional des recherches. Outre deux étudiants de master, la recherche impliquera deux chercheuses post-doctorales.

Calendrier

La recherche se déroulera sur deux années et s'effectuera en cinq phases :

1. Repérage et validation des divers "terrains", ciblés pour leur intérêt heuristique ;
2. Construction de façon interdisciplinaire des outils scientifiques appropriés à l'enquête multi-sites envisagée. L'enquête qualitative sera, pour chaque site, modulée en fonction de la situation locale, cherchant à restituer l'intelligence d'une situation locale plutôt qu'à chercher à la faire "entrer" dans une grille de lecture préalable ;
3. Enquêtes de terrain ;
4. Exploitation et analyse des données ;
5. Rédaction d'un rapport final.

Chaque phase sera accompagnée de moments-étapes, où les chercheurs échangeront de façon privilégiée, sous diverses formes, avec les deux partenaires locaux : la Direction régionale de l'ACSE³ et l'ADAMIF⁴.

Résultats attendus

- répertorier l'ensemble des actions mémorielles et patrimoniales en Région Centre
- saisir les logiques sociales plus finement sur les différents sites choisis
- comprendre les sens de ces actions pour différents types d'acteurs (familles, associations, opérateurs de politiques publiques)
- mesurer la réception sociale de ces actions

² S. Aprile, P. Billion, H. Bertheleu (dir.), *Histoire et Mémoires des immigrations en Région Centre*, rapport final ACSE/ CNHI, mai 2008.

³ Agence Nationale de la Cohésion Sociale et pour l'Egalité des Chances

⁴ Association Départementale d'Aide aux Migrants et à leurs Familles, Orléans

- évaluer ce que ces actions produisent sociologiquement au-delà des événements auxquelles elles donnent lieu
- valoriser les résultats de la recherche à travers des publications scientifiques et par un travail de vulgarisation

Pertinence de l'équipe constituée

Les différents chercheurs réunis autour de cette recherche constituent une véritable opportunité de combiner les éclairages disciplinaires nécessaires à la compréhension du processus de patrimonialisation de l'immigration.

- Hélène Bertheleu (MCF Sociologie, Univ. de Tours/CITERES) qui coordonne cette recherche, est spécialiste des relations interethniques et des migrations. Elle a aussi travaillé sur la démocratie participative mise en œuvre dans des contextes locaux. Son travail articule la sociologie des politiques publiques d'intégration, la sociologie des relations interethniques et une connaissance anthropologique des populations migrantes (enquêtes en France et au Canada). Ces questions mémorielles participent directement, à ses yeux, aux reformulations actuelles de la citoyenneté.
- Françoise Clavairolle (MCF Anthropologie, Université de Tours/CITERES) est anthropologue et spécialiste des questions patrimoniales. Elle est depuis quelques années membre du Conseil scientifique du Parc national des Cévennes et parfois choisie comme expert pour évaluer des projets ANR. Elle est aussi, pour ce qui concerne notre Région, membre du conseil scientifique de l'Ecomusée du Véron et a été précédemment membre de la Commission régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) à Orléans.
- Pierre Billion (MCF Sociologie, Univ. de Tours/CITERES) est sociologue et spécialiste des relations interethniques, des politiques urbaines et d'intégration. Enseignant à l'IUT Carrières Sociales, il forme des animateurs socio-culturels et est familier de l'univers professionnel du travail social et de la médiation culturelle. C'est un atout pour comprendre comment les politiques publiques et les professionnels de l'animation, les militants de l'éducation populaire, s'approprient les questions mémorielles face à / avec un "public" constitué pour partie de familles issues de diverses migrations.
- Nathalie Bonini (MCF Anthropologie, Univ. de Tours/CITERES) est anthropologue et spécialiste des questions d'éducation et de transmission. Elle a travaillé sur des systèmes éducatifs africains (Tanzanie notamment) avant de s'intéresser à la sociologie de l'éducation en France. Son aide nous sera précieuse pour étudier la place des constructions mémorielles dans les processus de transmission entre parents et enfants, ainsi que pour réfléchir à la place que peut prendre l'école dans ces processus. La dimension davantage privée de la patrimonialisation sera ainsi analysée.
- Deux ingénieurs de recherche sont d'ores et déjà pressenties pour aider les chercheurs confirmés dans leurs enquêtes de terrain. Il s'agirait de deux chercheuses post-doctorales qui ont déjà une solide expérience de recherche, l'une en matière d'immigration, l'autre en matière de patrimoine. Antoine Dumont, docteur en géographie, a réalisé sa thèse sur les associations marocaines en France au sein du Laboratoire Migrinter de Poitiers; Egalement membre de Migrinter, Julie Garnier, docteure en sociologie, a exploré les réseaux de commerçants africains en France ; Véronique Dassié, docteure en anthropologie culturelle et sociale, s'intéresse depuis plusieurs années, notamment dans le cadre du Laboratoire d'Anthropologie et

d'Histoire d'Institution de la Culture (LAHIC) aux mobilisations collectives, à la patrimonialisation de la nature comme de la culture, à l'ethnologie des sentiments et à l'intimité dans la construction des rapports sociaux.

- Des étudiants de Master se joindront à notre équipe dans le cadre de la recherche qu'ils ont à mener durant leur cursus, et dans le cadre des séminaires et journées d'études organisées au sein de l'université. L'un d'eux, Guillaume Etienne, a déjà produit un mémoire d'une centaine de pages pour son M1 sur les constructions mémorielles liées à l'histoire des migrants ouvriers des fonderies de Rosières, près de Bourges.

Impact et utilité sociale du projet

Cette étude propose de rendre compte des processus mémoriels de l'immigration et de la diversité des formes de patrimonialisation de lieux ou de trajectoires de migration en Région Centre. Ce questionnement implique de saisir la façon dont les différentes populations immigrées considèrent leur passé et envisagent les moyens d'en garder le souvenir. Un tel travail n'a jamais été mené dans la région : une première étude vient de se terminer, commandée par l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) et la Commission Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI). En faisant un premier état des lieux de la question historique et mémorielle, nous avons pu constater l'ampleur du travail à mener dans la région. La recherche proposée ici permettra d'une part de combler bien des lacunes en terme de connaissances objectives de la situation régionale. Mais notre ambition est d'aller au-delà : comprendre les motivations des acteurs impliqués dans ces processus mémoriels ; saisir et expliquer l'impact du contexte social, économique, culturel sur les formes que prennent ces manifestations symboliques et identitaires ; comprendre, enfin, les stratégies éducatives, culturelles et politiques qui souvent sous-tendent les manifestations mémorielles et en évaluer leur impact sur les jeunes générations.

Ce travail de connaissance et de compréhension est nécessaire et son utilité sociale est lisible à plusieurs niveaux.

- il participe d'une part à un enjeu national de reconnaissance de la place des migrant-e-s et de leurs descendants à l'intérieur d'un "Nous" national en constante redéfinition. A ce niveau, les connaissances historiques et sociologiques et les réflexions que nous tirerons de nos observations de terrain permettront de revisiter, à la lumière d'une situation régionale finement *décrite* (et non pas telle qu'elle est trop souvent imaginée ou fantasmée), les grands thèmes débattus au niveau national que sont le "modèle républicain d'intégration", la laïcité, l'identité, les discriminations ou encore le "patrimoine national".
- Au niveau régional, d'autre part, ce travail fera directement écho à celui mené par diverses politiques publiques territorialisées qui œuvrent dans le sens d'une meilleure intégration de toutes les populations sur leurs territoires, notamment urbains. C'est le cas de la Politique de la ville dans son volet social et dans ses projets liés à la citoyenneté et à la participation des habitants. Nos préoccupations convergent également avec les missions des COPEC qui, au sein des préfectures, mettent en œuvre, avec l'ACSE, la lutte contre les discriminations. Nos partenaires, la Direction Régionale de l'ACSE et l'ADAMIF (Association d'aide aux migrants et leurs familles) sont directement concernés par ces questions et pourront nous aider dans la phase de cadrage et, tout au long de la recherche, à travers un comité de suivi. Si ces deux partenaires sont directement intéressés aux résultats de la recherche, nous attendons d'eux qu'ils nous facilitent les contacts de terrain et nous ouvrent à l'important réseau d'acteurs avec lesquels ils travaillent régulièrement, dans les six départements de la Région.

- Au niveau des agglomérations et des municipalités, enfin, soucieuses du développement culturel local, les résultats de cette recherche constitueront de précieux outils de valorisation d'une histoire locale renouvelée et inclusive, permettant à tous les habitants de s'y reconnaître.

Valorisation potentielle du projet

Les partenaires intellectuels et financiers (CNRS, Université, Ministère de la Culture et Région Centre) pourront apprécier les résultats de différentes manières. En effet ce travail :

- établira un ensemble de connaissances disponibles localement sur l'environnement social, culturel et patrimonial
- sera l'occasion de développer un réseau institutionnel avec des partenaires de terrain dans les différents départements de la Région
- permettra de disposer d'une analyse scientifiquement documentée et argumentée sur ces questions mémorielles et identitaires qui sont des sujets sensibles et propices aux dérives politiques et idéologiques